

Même si Israël et les États-Unis parviennent à éliminer la République islamique d'Iran et à neutraliser la cause palestinienne, cela ne garantit pas la paix dans la région. Car une paix obtenue sans négociation, c'est-à-dire par la soumission, n'est pas durable.

Xavier Mas de Xaxàs, correspondant diplomatique, *La Vanguardia*.

GUERRE, TYRANIE ET COLONIALISME : LES MAUX INCURABLES DU MOYEN-ORIENT

Lorsque les bombes cessent de tomber, tout reste à faire, mais comme elles tombent avec tant de force et de fréquence, tout reste toujours à faire. Il n'y a pas d'échappatoire à cette précarité permanente au Moyen-Orient, pas plus qu'aux gouvernements autoritaires. Après chaque guerre, tout reste plus ou moins inchangé. Même des révolutions aussi importantes que celle de l'Iran en 1979 ou les printemps de 2011 n'ont pas véritablement changé la donne. L'Iran a remplacé un régime répressif par un autre et la démocratie ne s'est pas imposée en Afrique du Nord, en Syrie, au Yémen ni dans les monarchies du golfe Persique, malgré les efforts d'une jeunesse qui s'est rebellée contre une hiérarchie qui lui refuse l'émancipation.

L'ingérence des États-Unis et de leurs alliés dans la région n'a pas contribué à l'émergence de sociétés plus justes, bien au contraire. Il n'existe aucun exemple d'intervention militaire occidentale ayant favorisé un changement de régime positif, c'est-à-dire conduisant à l'instauration d'un État de droit. Washington accumule un long historique d'échecs. Sa puissance militaire s'est, à maintes reprises, brisée contre la résilience d'ennemis *a priori* plus faibles. Cela a été le cas au Liban en 1983, lorsque deux kamikazes du Hezbollah ont attaqué les casernes des forces américaines et tué plus de 300 militaires. Et cela a été encore le cas l'an dernier, lorsque les Houthis ont résisté à une intense campagne de bombardements contre leurs positions dans le nord du Yémen.

La naissance de la République islamique d'Iran en 1979 est peut-être le plus grand échec des États-Unis au Moyen-Orient. En 1953, la CIA a organisé un coup

d'État contre le premier ministre démocratiquement élu, afin de consolider le pouvoir du shah Reza Pahlavi, considéré comme le meilleur garant de ses intérêts. Le peuple iranien a subi les conséquences d'un régime injuste et brutal. L'élite commerciale de Téhéran a capitalisé sur ce mécontentement pour encourager le changement. La pression sociale a mis fin au règne du shah et a ouvert la voie à une transition qui devait être démocratique, mais que les ayatollahs n'ont pas tardé à confisquer.

L'Iran est alors devenu une alternative islamique à l'Occident et à ses alliés dans la région, notamment en Irak et dans les monarchies absolutistes du Golfe. Quarante-sept ans ont passé et il l'est toujours.

Cette alternative constitue la raison d'être du régime iranien. Celui-ci s'en prévaut pour se justifier : le chiisme perse comme alternative au sunnisme saoudien ; la république comme alternative à la monarchie ; et l'anti-impérialisme comme alternative à la collaboration avec l'Occident.

La propagande exploite les sermons de la hiérarchie religieuse et les faits d'armes dirigés contre les États-Unis. Aucun n'est plus emblématique que la prise en otage de 66 diplomates à l'ambassade de Téhéran à la fin de 1979.

Arabie saoudite, Israël, États-Unis... La République islamique a également besoin d'ennemis pour se légitimer, pour dissimuler l'échec de la révolution et pour la parer d'une destinée manifeste – sans doute divine – qui impose aussi d'écraser Israël, présenté comme le cheval de Troie, en terres islamiques, d'un Occident chrétien, juif, corrompu et décadent.

Les ayatollahs combattent et prêchent. Ils ont mené une guerre de huit ans contre l'Irak de Saddam Hussein, allié des États-Unis, qui s'est très mal terminée. Elle a fait plus d'un million de morts, pour la plupart iraniens : des martyrs morts en vain, mais que le régime exhibe comme la preuve des souffrances qu'il est capable d'endurer.

Le terrorisme est une stratégie politique de la République islamique presque depuis sa naissance. Un réseau de groupes armés au Yémen, en Syrie, en Irak, à Gaza et au Liban agit sous ses ordres, grâce à son soutien financier et militaire.

Incapables de vivre et de laisser vivre, les ayatollahs constituent une menace permanente pour leur propre peuple, victime de l'un des systèmes les plus répressifs au monde. L'élite religieuse, politique et militaire de la République islamique a depuis longtemps perdu le contact avec la réalité et, comme dans toute tyrannie, elle a dû intensifier la confrontation et la répression pour se maintenir au pouvoir.

La Palestine a été la cause qui a permis à l'Iran de s'opposer à Israël en se présentant comme un justicier solidaire. Le Hezbollah depuis 1982 et le Hamas depuis 2006 ont constitué des menaces existentielles pour l'État juif. Ces organisations sont toujours debout, mais elles ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes. Les Forces de défense israéliennes les ont sérieusement affaiblies. L'Iran n'est pas parvenu à les soutenir durant la longue campagne militaire qui a suivi le massacre du 7 octobre 2023. Ce jour-là, le Hamas a porté un coup terrible à la société israélienne et provoqué une réponse politique et militaire d'Israël dont l'ampleur a dépassé celle de toute violence subie au Moyen-Orient depuis la Nakba.

Gaza illustre bien cette période de rupture, où la force l'emporte sur la raison, sur la morale et le droit international, où les bombes tombent, tandis que tout reste toujours à reconstruire.

Le premier conseil que le président américain, Joe Biden, a donné au premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahu, lors de sa visite quelques jours après l'attaque du Hamas était de ne pas se laisser dominer par la vengeance – autrement dit, de ne pas commettre la même erreur que les États-Unis après les attentats du 11-S.

Les attentats contre les tours jumelles de New York et contre le Pentagone ont provoqué aux États-Unis un choc sans précédent. Il en a été de même en Israël le 7 octobre 2023. Les États-Unis ont alors proclamé une « guerre contre le terrorisme » qui a constitué une violation flagrante des valeurs qu'ils prétendaient défendre. À court terme, elle a permis de neutraliser Al Qaïda ; à long terme, elle a affaibli l'influence des États-Unis dans le monde, en particulier dans les pays du Sud global. Le recours excessif à la force, en contournant toutes les garanties de l'État de droit, instille l'idée que nul ne peut échapper à l'arbitraire de la Maison Blanche. Aujourd'hui, cette menace apparaît plus évidente que jamais.

Netanyahu n'a pas écouté Biden. Il ne pouvait pas le faire. Il avait besoin de la guerre pour dissimuler son immense responsabilité dans le massacre perpétré par le Hamas. L'armée israélienne a tué environ 70 000 personnes à Gaza, dont plus de 18 000 enfants, et a utilisé la famine comme arme de guerre. Sur la bande de Gaza sont tombées des bombes équivalant à six fois la puis-



L'élite religieuse, politique et militaire de la République islamique a depuis longtemps perdu le contact avec la réalité et, comme dans toute tyrannie, elle a dû intensifier la confrontation et la répression pour se maintenir au pouvoir

Portrait du nouveau Guide suprême d'Iran, l'ayatollah Mojtaba Khamenei. Téhéran, 9 mars 2026./MORTEZA NIKOUBAZL/NURPHOTO VIA GETTY IMAGES

Dans les guerres du Moyen-Orient, il n'y a jamais ni vainqueurs ni vaincus. Israël a remporté toutes les guerres, mais aucune de ces victoires ne lui a permis de vivre en paix

sance d'Hiroshima. Ce n'est plus un lieu propice à la vie. Une commission indépendante, créée par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, accuse Israël de génocide. La Cour pénale internationale a émis un mandat d'arrêt contre Netanyahu, qu'elle accuse d'avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Netanyahu a besoin de la guerre pour survivre. Elle l'aide à remporter les élections et il a convaincu Donald Trump – successeur et antithèse de Biden – qu'il est également dans son intérêt de presser la gâchette.

Le 28 février, Israël et les États-Unis ont déclaré la guerre à l'Iran pour la deuxième fois en à peine huit mois.

Dans les guerres du Moyen-Orient, il n'y a jamais ni vainqueurs ni vaincus. Israël a remporté toutes les guerres, mais aucune de ces victoires ne lui a permis de vivre en paix. Les conflits commencent, mais ne se terminent jamais complètement. Il est très difficile d'en sortir. Ils s'endorment parfois, mais les causes qui les provoquent restent vivantes. La paix entre Israël, l'Égypte et la Jordanie, ainsi que les accords d'Oslo, n'a pas mis fin aux guerres au Moyen-Orient car elle n'a pas résolu le mal de tous les maux : le problème structurel qui plonge la région dans la violence, le péché originel du colonialisme.

La France et le Royaume-Uni d'abord, les États-Unis ensuite, et aujourd'hui Israël, ont soumis les peuples de la région pour servir leurs intérêts politiques et économiques.

La lutte d'Israël n'est pas seulement existentielle : elle est aussi expansionniste. Le pays revendique davantage de territoire que celui qui lui a été accordé par l'ONU en 1948. Il estime avoir le droit d'occuper les terres palestiniennes et justifie cette prétention par le fantasme de l'Ancien Testament. Le Grand Israël correspond à l'Israël biblique.

Israël a raison, lorsqu'il affirme qu'il n'y a rien à négocier avec ceux qui souhaitent sa disparition. Mais le Hamas et d'autres groupes armés ont également raison, lorsqu'ils dénoncent le refus d'Israël d'accepter des Palestiniens à l'ouest du Jourdain.

Avant d'être accusé de génocide, Israël était déjà accusé d'*apartheid*. Les Palestiniens israéliens sont des citoyens de seconde zone, tandis que les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie vivent sous occupation militaire et à la merci de la violence des colons, fer de lance d'un expansionnisme messianique.

Il n'y aura donc pas de paix, tant qu'Israël restera avant tout l'État des Juifs. Le sionisme, qui était censé les protéger pour toujours, les condamne à vivre en-

tourés d'ennemis, retranchés derrière des murs imprenables, toujours sur la défensive et dépendants du soutien inconditionnel des États-Unis.

L'échec du sionisme devrait ouvrir la voie à un État démocratique, laïc et multiethnique, regroupant 14 millions de personnes, à parts égales entre Juifs et Palestiniens. La rationalité de cette solution reste toutefois impossible à mettre en pratique.

Il n'y a aucune médiation possible entre l'Israël de la guerre et le Hamas du nihilisme. En outre, les États-Unis ne pourront plus jouer le rôle d'arbitre. Les Palestiniens n'oublieront pas que leurs bombes ont ravagé Gaza.

Le président Trump se vante d'avoir apporté la paix à Gaza. Pourtant, le cessez-le-feu arraché à Netanyahu à l'automne 2025 ne constitue pas une solution. Le Hamas n'a pas déposé les armes et l'armée israélienne conserve le contrôle sur plus de la moitié de la bande de Gaza. Il n'existe même pas de mécanisme permettant aux deux camps d'instaurer progressivement une relation de confiance qui, aussi minime soit-elle, est indispensable pour définir les termes d'une éventuelle coexistence. Sans cette confiance, toute reconstruction est impossible.

Le gouvernement Netanyahu n'envisage pas une nouvelle Gaza sous administration palestinienne et économiquement viable. Le succès de Gaza constituerait une menace trop importante, car il sait parfaitement qu'il y aura toujours des Palestiniens prêts à prendre les armes, tant que leur droit à l'autodétermination leur sera refusé. Il est bien plus conforme à ses intérêts de contenir physiquement les Gazaouis dans un territoire incapable de subvenir à ses propres besoins.

Cette stratégie colonialiste et raciste est également appliquée en Cisjordanie, où l'objectif est de concentrer la population dans des centres urbains accessibles uniquement par des contrôles militaires. Selon les plans du gouvernement Netanyahu, les conditions de vie à l'intérieur de ces enclaves doivent être difficiles, afin de favoriser l'exil volontaire de leurs habitants. En dehors, les colons disposent de toute latitude pour construire de nouvelles colonies, qui seront ensuite annexées.

Netanyahu estime pouvoir s'imposer à nouveau lors des élections législatives prévues à l'automne. La guerre est une alliée électorale précieuse : en période d'escalade militaire, la société israélienne se rallie à ses dirigeants.

Le premier ministre est donc convaincu que sa contribution à l'effondrement de la théocratie iranienne et à la pacification du territoire palestinien par la coercition armée suffira à convaincre l'Arabie saoudite d'accepter une relation commerciale capable de transformer le Moyen-Orient.

Une fois la République islamique d'Iran éliminée et la cause palestinienne neutralisée – qui a toujours constitué un obstacle pour tous les pays arabes –, Netanyahu pourrait prouver qu'il avait raison de défendre la paix par la force.

Mais la suprématie militaire ne garantit pas la paix, lorsque l'ennemi a la capacité de remplacer ses dirigeants aussitôt qu'ils sont abattus. Combien de jeunes Gazaouis, survivants de la campagne militaire israélienne, emprunteront la voie du terrorisme ?

La paix sans négociation – c'est-à-dire par la soumission – n'est pas durable. C'est la paix des riches, celle



Campements de tentes le long de la côte de Gaza, où les conditions de vie demeurent extrêmement précaires. Gaza, mars 2026./SAEED M.M.T. JARAS/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

envisagée, par exemple, par les accords d'Abraham. Les monarchies du Golfe cherchent à établir des liens commerciaux avec Israël, notamment pour acquérir des technologies militaires et de surveillance. Elles peuvent passer outre la cause palestinienne et reconnaître l'État juif, mais cette paix ne pourra pas transformer les sociétés arabes. Elle ne pourra certainement pas le faire dans les monarchies du Golfe, qui fonctionnent comme de grandes entreprises et dépendent d'une main-d'œuvre asiatique très bon marché. Dans ces pays, les citoyens vivent des revenus distribués par l'État-entreprise, et l'intégration d'Israël dans les affaires accroîtra leur richesse. En revanche, dans le reste de la région – dans des pays qui souffrent depuis toujours d'inégalités profondes –, la paix avec Israël ne résout aucune pathologie sociale. L'Égypte et la Jordanie en sont la preuve.

Les États-Unis, Israël et les royaumes absolutistes du Golfe construisent au Moyen-Orient un ordre dépourvu d'État de droit et de droits humains, qui ne peut se maintenir que par la force et la tyrannie.

Les interventions militaires américaines ont jusqu'à présent été couvertes par le voile de la démocratie et de la légitime défense, des prétextes permettant à l'opinion publique d'accepter l'agression. Le changement de régime, cependant, n'a jamais fonctionné.

L'invasion de l'Irak en est l'exemple le plus frappant : il est impossible de transformer un pays depuis l'extérieur. L'armée des États-Unis n'a mis que 22 jours, au printemps 2003, pour occuper le pays et renverser

Saddam Hussein. Les États-Unis sont restés à Bagdad pendant huit ans, jusqu'en 2011, date à laquelle ils ont dû se retirer sans avoir atteint leurs objectifs politiques – en réalité, coloniaux.

Trump a remporté les élections présidentielles de 2016 en se moquant des néoconservateurs qui croyaient aux changements de régime. Il les accusait d'être naïfs, d'« intervenir dans des sociétés complexes qu'ils ne comprennent même pas ». Il reniait les efforts visant à transformer des pays comme l'Irak et l'Afghanistan, qu'il jugeait irrécupérables. Les échecs dans ces pays, ainsi qu'en Libye et en Syrie, incitaient à la prudence sur l'échiquier géostratégique du Moyen-Orient.

Trump a entamé son deuxième mandat en janvier 2025 en promettant d'être le président de la paix. Depuis lors, cependant, il a engagé les forces armées américaines dans sept pays. Il croit désormais que la virilité du commandant en chef lui ouvrira une place de choix dans l'histoire et dans les jardins qui rendent hommage aux grands hommes d'État.

L'ordre mondial s'effondre sous le poids de Donald Trump, un président qui, probablement, ne comprendra jamais les conséquences de ses actes, car il n'est pas un stratège, mais un promoteur immobilier. L'histoire et les peuples des territoires où il veut bâtir ses tours dorées lui sont indifférents : ces tours ne sont rien d'autre que des châteaux en Espagne.

Un jour – nous ne savons pas quand –, le monde, et surtout le Moyen-Orient, surmontera le délire de Trump. Ce jour-là, les bombes cesseront de tomber et tout restera à faire, mais les choses seront un peu plus faciles. Les peuples sémitiques savent très bien qu'après chaque déluge, il y a toujours une opportunité./